

Pourquoi une maison médicale ?

Nous constatons que nous appartenons à une société en **déficit démocratique**, au sein de laquelle les décisions des normes et des politiques restent définies de manière disproportionnée par la partie de la population détenant le plus de capitaux économiques, culturels, symboliques, ...

Ceci entretient une société fortement imprégnée du **système de valeurs capitalistes** et d'une **logique compétitive**, plaçant le rendement économique au centre du processus décisionnel, désinvestissant le secteur public et cherchant à privatiser de nombreux secteurs dont celui de la santé. Ce déficit démocratique est aussi marqué en santé : les populations sont exclues de la définition des soins, les soins sont parfois non-appropriés ou simplement les populations n'ont pas accès aux soins (inégalité sociale dans l'accès aux soins de santé).

Ce déficit démocratique, avec le système de valeurs qu'il promeut, entraîne des **inégalités sociales**, rendant une partie de la population plus vulnérable, avec des conséquences en termes de santé mentale et somatique (augmentation des maladies chroniques non transmissibles, impact énorme des problèmes de santé mentale, manque de place pour la prévention en santé). Il exclut également cette large frange de la population déjà vulnérabilisée de la participation citoyenne, de la définition de ses propres besoins et de l'accès aux droits sociaux fondamentaux, dont celui à la santé (fragilisation du lien social notamment et création de dynamique de marginalisation et d'isolement pour les personnes et les communautés).

Ces rapports de domination trouvent également leur expression dans le domaine de la santé.

Le système médical reste centré sur l'hôpital, sur la seule expertise savante et sur les médecins spécialisés au détriment de la première ligne de soins, pilier central d'un système de soins de qualité, des patient·es avec leur expertise du vécu et des autres professions para-médicales. Au sein de ce système, on observe une forte segmentation des disciplines aux dépens d'une approche globale et singulière de l'individu. On observe également une excessive procéduralisation des soins, souvent liée à une attitude défensive du point de vue légal et à des soucis de rentabilité, au détriment d'une qualité relationnelle entre patients et professionnels.

Nous notons cependant l'émergence de **plusieurs mouvements défendant plus de démocratie et de place aux citoyen·nes**, entre autres dans les soins de santé, par exemple le développement du modèle partenariat patient·e-soignant·e. Ainsi que d'autres modèles de soins, défendus notamment par la Fédération des Maisons médicales. C'est entre autres dans ces mouvements que nous souhaitons nous inscrire.

En tant qu'acteur·rices de soins, nous souhaitons **participer au travail collectif nécessaire pour atteindre pour tou·tes la santé**, définie comme la capacité pour tou·tes et pour chacun·e de s'adapter aux changements extérieurs et intérieurs et de réaliser ses projets de vie. Nous considérons la santé comme un droit fondamental. Nous pensons que cet objectif ne pourra être atteint que par un système de démocratie sanitaire, système incluant l'individu mais également les communautés dans la définition et la mise en œuvre des stratégies de santé, les rendant *in fine* à même de prévenir et de gérer les problèmes de santé de tous leurs membres, en leur sein, de manière rigoureuse et démocratique.